

**Programme de formation à l'Institut agronomique méditerranéen de Bari**

**Colombo G.**

*in*

Hervieu B. (ed.).

La formation agronomique dans les pays du bassin méditerranéen

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série Etudes; n. 1987-II

1987

pages 169-173

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI01.0975>

To cite this article / Pour citer cet article

Colombo G. **Programme de formation à l'Institut agronomique méditerranéen de Bari**. In : Hervieu B. (ed.). *La formation agronomique dans les pays du bassin méditerranéen*. Montpellier : CIHEAM, 1987. p. 169-173 (Options Méditerranéennes : Série Etudes; n. 1987-II)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

---

---

# Programme de formation à L'Institut Agronomique Méditerranéen de Bari

Giuseppe COLOMBO

Directeur de l'Institut Agronomique Méditerranéen de  
Bari - Italie

---

---

*La récente évolution du CIHEAM vers de plus vastes intégrations avec les pays méditerranéens non européens, d'une part a permis d'atteindre l'objectif non négligeable de réunir sur les problèmes de l'agriculture de la région, en conditions paritaires, douze pays et organisations inter-gouvernementales comme l'OCDE, le Conseil d'Europe, la CEE, la FAO et la Ligue Arabe, mais d'autre part, a créé des problèmes fonctionnels dont la solution peut se trouver parfois hors des schémas opérationnels suivis jusqu'à présent mais toujours à l'intérieur et dans le respect des rôles définis pour les différents organes dans les accords constitutifs de 1962.*

*De même dans le domaine de la recherche, le CIHEAM doit jouer un rôle souple en favorisant les occasions de rencontre entre les chercheurs sur des problèmes spécifiques à l'agriculture méditerranéenne mais sans négliger, au cas où il y aurait les structures et les compétences nécessaires, des collaborations opérationnelles directes qui, outre une grande utilité pour les pays intéressés, constituent la base de contacts stables et de relations durables. Les expériences en cours à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Bari, conclues et prêtes à démarrer, de concert avec certains pays membres, confirment la validité de cette approche.*

*Dans le secteur de la formation nous devons tenir compte des exigences réelles des pays en évolution rapide dans lesquels des progrès importants sont en cours et aller vers la mise au point de modèles d'instruction non élitistes mais généralisés et sur des standards compatibles avec les contextes socio-économiques nationaux.*

*Dans cette optique, conscients de l'existence de différences entre les divers pays, différences qui ne peuvent pas être toujours comblées à court terme, mais avec la volonté de travailler ensemble pour les surmonter en transférant ce qui a été fait par l'un et en mettant en valeur les expériences favorables acquises par l'autre, mais toujours en évitant des généralisations simplistes et parfois trompeuses, le rôle du CIHEAM à travers ses organes opérationnels peut être là encore intéressant et d'une grande utilité.*

*La nécessité d'établir les activités de formation du CIHEAM sur des bases plus vastes et diversifiées naît du rôle différent que le Centre devrait jouer. Créé comme un club restreint de sept pays européens intéressés par la formation de leurs cadres de niveau post-universitaire, le CIHEAM a préparé sur cette base la structure et les programmes des cours organisés aux Instituts agronomiques méditerranéens de Bari, Montpellier et Saragosse.*

*Par la suite, vu les exigences croissantes imposées par la coopération avec les pays en voie de développement, le CIHEAM a été appelé à développer principalement des activités de formation dans ce domaine et à adapter l'offre à la demande.*

---

## I - Les problèmes liés au recrutement des stagiaires

---

Sans entrer dans le vif des situations existantes dans les autres Instituts du CIHEAM, et en limitant les considérations et les références qui suivent à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Bari, on peut dire que, tant au niveau du recrutement que des programmes et des diplômes délivrés, on peut encore prendre des initiatives qui pourront rendre plus efficaces et actuelles les activités didactiques en cours, notamment en technique d'irrigation et en virologie.

Le recrutement, qui n'a pas présenté de difficultés particulières jusqu'au moment où l'Institut s'est occupé de la formation en technique d'irrigation d'ingénieurs civils et agronomes provenant des pays caractérisés par des systèmes scolaires assez divers, représente aujourd'hui, pour ce cours, l'un des problèmes les plus difficiles à résoudre. Le premier problème naît de la différence dans la préparation de base des participants, et il semble insoluble, même si ces dernières années, les cours de préparation différenciés pour les deux catégories professionnelles ont donné de bons résultats. En effet ce problème est lié aux programmes scolaires et aux plans d'études qui ne sont connus qu'après coup. D'autre part, l'intérêt commun des deux catégories professionnelles aux problèmes de l'assainissement et de la mise en valeur des territoires à travers l'irrigation, empêche de limiter les cours à une seule catégorie.

A cette différence, voire divergence parmi les participants aux cours, s'ajoute celle, aussi difficile à corriger, qui découle des connaissances professionnelles auxquelles le même titre peut être donné, bien que le niveau et les plans d'études des Universités des pays soient parfois complètement différents quant à l'organisation sociale, au stage de développement et quelquefois à la religion.

La solution la plus adéquate à ce problème semble être la sélection préliminaire directe des candidats, mais elle présente beaucoup de

difficultés tant pour le nombre de pays d'origine des candidats que pour les décalages temporels pour certains d'entre eux, entre la date d'assignation des bourses d'étude et la date d'acquisition du titre requis par le CIHEAM, et enfin, par la difficulté de se servir pour la sélection des représentations diplomatiques qui, en général, ne sont pas organisées pour cette tâche.

Les seules voies à suivre restent donc la limitation du nombre de pays auxquels les cours IAMB sont offerts par la coopération du Ministère des Affaires Etrangères, même si cela, évidemment, ne garantit rien du point de vue niveau professionnel de chaque candidat, et la délégation de la sélection à des organismes scientifiques et/ou de formation qui travaillent dans les différents pays. Cette dernière solution, récemment testée, même si elle présente l'inconvénient d'une inévitable limitation des candidatures aux domaines des organismes délégués, a toutefois permis d'obtenir des résultats encourageants tant dans les divers pays méditerranéens (Egypte, Maroc, Tunisie et dans une certaine mesure le Liban), qu'en d'autres régions géographiques plus lointaines (république Populaire Chinoise).

Plus homogène et, dans certaines limites, moins problématique est la situation des cours de virologie qui, traitant de techniques de spécialisation avancées, s'adressent à des stagiaires ayant des connaissances de base assez homogènes. Toutefois, pour ce cours aussi le recrutement devrait se faire par délégation à des organismes scientifiques et/ou des organismes de formation locaux.

Cette procédure de recrutement, tout en ne représentant pas l'absolu, pour les raisons susdites la solution (la plus efficace restant celle de la sélection directe des candidats par les responsables des différents cours) peut permettre, dans une certaine mesure, l'adoption de critères plus souples dans l'évaluation des titres d'admission requis, donnant un plus grand poids aux aptitudes, aux expériences et aux raisons personnelles de candidats potentiels n'ayant pas les titres académiques requis.

---

## II - Programmes et Diplômes

---

Les programmes de formation se basent surtout sur les techniques de l'irrigation pour lesquelles on a prévu deux cours, le premier d'une durée d'un

an pour l'obtention d'un diplôme post-universitaire de spécialisation (DPSU), et le deuxième, également d'une année, pour l'obtention du *Master Degree* (MS); et en virologie sur la "production et protection des essences fruitières méditerranéennes". Les activités didactiques de ce dernier sont suivies en collaboration avec la FAO et le Département de Pathologie Végétale de l'Université de Bari.

Les programmes de formation en technique de l'irrigation se sont eux aussi déroulés selon les indications des intéressés et sur la base des résultats obtenus chaque année. Cette amélioration continue a produit jusqu'à présent une structure assez stable qui prévoit une activité aussi théorique que pratique du cours international d'irrigation; d'autre part, les activités pratiques ont eu, tout récemment, le rôle et l'importance requis. En particulier, pour le cours de DPSU, la partie théorique divisée en unités didactiques hebdomadaires avec un test d'étude à la fin de chaque cours, concerne :

- sols, eaux et leur rapport (4 cours)
- besoins en eau des cultures (4 cours)
- méthodes d'irrigation (3 cours)
- qualité des eaux, drainage et assainissement des sols salins et alcalins (4 cours)
- gestion des eaux (1 cours) et quelques aspects économiques de l'irrigation (4 cours).

Dans l'ensemble une moyenne de 580 heures correspondant à 52 % des activités didactiques.

Les activités pratiques comprennent des activités de laboratoire, élaboration en équipe de projets d'irrigation petits et moyens, des visites techniques et des activités au champ, au total 526 heures, c'est-à-dire 48 % des activités didactiques. En plus, il se tient annuellement environ vingt séminaires (pour un total de 50 heures) sur des sujets particuliers complémentaires au cours.

A la fin de ce cours de formation, un diplôme supérieur post-universitaire est attribué, permettant aux étudiants les meilleurs de poursuivre leurs études afin d'obtenir le diplôme de *Master degree*.

Ce type de diplôme basé sur l'élaboration d'études monographiques expérimentales et que l'on ne pouvait pas obtenir jusqu'en 1981, a suscité un vif intérêt; on a même reçu des demandes d'admission de boursiers qui avaient fréquenté le cours de première année les années précédentes.

A partir de l'année académique 1985-1986, l'IAM de Bari, en collaboration avec la FAO et le Département de Pathologie Végétale de l'Université de Bari, organise une nouvelle activité de formation pour l'obtention d'un DPSU dans le secteur de la virose, un domaine d'importance vitale dans la région méditerranéenne.

De même que le cours en technique d'irrigation, le cours de pathologie végétale s'articule en 36 semaines : 2 d'économie agricole, 13 de cultures arboricoles, 6 d'agronomie, 11 de pathologie végétale, 4 d'entomologie agricole. L'activité théorique est intégrée par des activités pratiques conduites dans les laboratoires modernes et avancés.

Le cours de DPSU de virologie sur "la production et protection des essences fruitières méditerranéennes" à partir de septembre 1987 sera complété par un programme de deuxième année (MS), déjà élaboré par un comité ad hoc, qui sera développé en étroite collaboration avec le Département de Pathologie Végétale de l'Université de Bari.

Cette demande croissante de formation à l'Institut de Bari est évidemment liée à l'intérêt des programmes proposés et au niveau des professeurs chargés de l'enseignement qui sont des spécialistes bien connus dans leurs pays d'origine (Italie, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Grèce, Pays-Bas, Etats-Unis et Egypte) et à l'intérieur des organisations internationales (FAO).

Les résultats obtenus jusqu'ici semblent, sans aucun doute, positifs et méritent quelques réflexions.

En premier lieu, au-delà des évaluations données par les commissions internationales chargées de la vérification du niveau d'étude des stagiaires tant de première que de deuxième année, qui ne font que confirmer la validité de l'approche adoptée, on peut dire que les rapports qui se créent au cours d'une année d'étude entre des jeunes de différentes origines, religions, classes sociales et éducations sont déjà un résultat qui agit profondément sur la nature de chacun. Grâce à cette expérience d'étude, ces jeunes, travaillant en équipe, doivent surmonter les conditionnements liés aux rapports

parfois belliqueux qui existent entre leurs pays d'origine.

Un autre résultat positif est celui de la promotion sociale des participants ; en effet, les diplômés de première et de deuxième année sont reconnus et considérés comme valables dans leurs pays afin qu'ils accèdent aux plus hautes fonctions. En vérité, cette promotion sociale, compte-tenu de l'expérience passée, est considérée par les stagiaires comme le résultat d'un engagement que l'Institut a tenu envers eux et qu'ils rappellent toujours, même après des années, restant en contact avec l'Institut et lui demandant ou offrant leur collaboration.

---

### III - De nouvelles perspectives

---

Enfin, en ce qui concerne les résultats, le niveau élevé atteint par les stagiaires aux examens tant de première que de deuxième année, est tout à fait satisfaisant d'après le jugement et les rapports que les commissions chargées de l'évaluation rédigent annuellement à la conclusion de leurs travaux.

Les cours standard dont les programmes ont été illustrés peuvent avoir, aux fins de développement, une importance considérable mais ils n'épuisent pas, à mon avis, les formes possibles de coopération avec les Pays Membres de la région méditerranéenne. On pourrait identifier, dans ces derniers, des structures fiables à associer directement aux programmes de formation du CIHEAM tant pour le déroulement d'une partie de ces programmes que pour l'organisation - de cours de spécialisation avancée de courte durée - de concert et avec la co-responsabilité scientifique des Organes du CIHEAM préposés à cette tâche d'après le statut.

Dans le premier cas, en supposant que les stagiaires du Ministère des Affaires Etrangères aient surmonté les difficultés d'ordre administratif liées à l'utilisation à l'étranger de sommes affectées aux études en Italie - on pourrait, à mon avis, dès ce moment, entamer des programmes coopératifs de formation qui pourraient prévoir, pour les cours de *Master*, une partie relative à la définition et au traitement des données à développer en Italie, et une partie expérimentale, plus liée aux conditions environnementales à développer dans les pays d'origine, sous la responsabilité scientifique d'experts locaux. Cela permettrait d'élargir

considérablement les possibilités d'études expérimentales sur des sujets difficiles à étudier, en termes pratiques, dans des conditions climatiques et/ou socio-économiques bien différentes, et d'améliorer sur la base de l'expérience acquise sur place, la possibilité d'utiliser aux fins professionnelles le travail effectué.

Dans le deuxième cas il s'agirait de patronner des cours de formation avancée sur des sujets de spécialisation non traités dans les cours standard ou nécessitant de plus hauts niveaux d'approfondissement plus particulièrement nécessaires dans certains pays ou régions géographiques, en favorisant leur réalisation financière, en garantissant un haut niveau scientifique, mettant en valeur et intégrant les compétences locales. Des expériences dans ce secteur seront bientôt faites par le *Water Research Center* du Caire et par l'Institut Agronomique Méditerranéen de Bari.

Le problème des diplômés est étroitement lié aux sujets des différents cours et donc à la validité et à l'actualité des programmes, à la possibilité de leur correcte réalisation théorique et pratique et à leur reconnaissance, c'est-à-dire aux conditions posées dans les différents pays pour leur réelle utilisation.

Les deux aspects sont évidemment, mais non automatiquement, liés car c'est à la validité des sujets plutôt qu'à la facilité d'accès au diplôme que se mesure la crédibilité des Instituts et donc la possibilité de la reconnaissance du titre de la part des différents Etats. Des normes didactiques bien claires et des critères d'évaluation rationnels - nécessairement les mêmes à l'intérieur du CIHEAM; mais conformes à la structure et à l'organisation des cours, notamment pour ce qui est des activités pratiques et des travaux d'équipe, devraient garantir la qualité des cours et la validité du titre obtenu qui doit respecter les standards post-universitaires de référence et doit être en même temps compatible avec la nature internationale de l'organisme promoteur.

La reconnaissance de la part du gouvernement égyptien des diplômés CIHEAM obtenus à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Bari après un examen approfondi de leur niveau, est une voie à suivre pour tous les cours des Instituts du CIHEAM de tous les pays et surtout - ce qui me semble indispensable - des Pays Membres du Centre.

Le travail est bien complexe et doit tenir compte des systèmes scolaires des différents pays : faute d'une reconnaissance spécifique, un diplôme DPSU ou MS peut être, aux fins pratiques, une perte de temps pour ceux qui l'obtiennent s'il n'est pas directement utilisable ; évidemment, mieux vaut obtenir un diplôme national ou suivre un cours post-universitaire dans une université reconnue.

Par conséquent, il est nécessaire d'adapter l'offre aux différentes exigences des potentiels bénéficiaires, ce qui est surtout valable pour les

diplômes de première année (DPSU) pour lesquels aucun niveau national de spécialisation équivalente ne correspond en beaucoup de pays, même méditerranéens.

Ce sont, à mon avis, certaines des lignes importantes de la politique de formation du CIHEAM qui semblent, par ailleurs, pleinement conformes à l'évolution récente du Centre en vue de la réalisation d'une clairvoyante politique de coopération et intégration entre les pays méditerranéens.